



ARRÊTÉ DE CONVOCATION DES ÉLECTRICES ET ÉLECTEURS

(Du 16 mars 2009)

pour

1) la votation fédérale sur:

- a) l'article constitutionnel du 3 octobre 2008 «Pour la prise en compte des médecines complémentaires»;
- b) l'arrêté fédéral du 13 juin 2008 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et la Communauté européenne concernant la reprise du Règlement (CE) 2252/2004 relatif aux passeports biométriques et aux documents de voyage (Développement de l'Acquis de Schengen);

2) la votation cantonale sur:

- a) la loi du 2 septembre 2008 concernant la police du commerce et des établissements publics (LPCEP),

le 17 mai 2009

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

vu l'arrêté et la circulaire du Conseil fédéral aux gouvernements cantonaux, du 12 février 2009;

vu la loi fédérale sur les droits politiques, du 17 décembre 1976;

vu la loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger, du 19 décembre 1975;

vu la loi cantonale sur les droits politiques, du 17 octobre 1984, et son règlement d'exécution, du 17 février 2003;

sur la proposition de son président,

arrête :

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. – Les électrices et électeurs sont convoqués pour le **dimanche 17 mai 2009** pour:

1) la votation fédérale sur:

- a) l'article constitutionnel du 3 octobre 2008 «Pour la prise en compte des médecines complémentaires»;
- b) l'arrêté fédéral du 13 juin 2008 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et la Communauté européenne concernant la reprise du Règlement (CE) 2252/2004 relatif aux passeports biométriques et aux documents de voyage (Développement de l'Acquis de Schengen);

2) la votation cantonale sur:

- a) la loi du 2 septembre 2008 concernant la police du commerce et des établissements publics (LPCEP).

Art. 2. – Le scrutin sera ouvert le **dimanche 17 mai 2009**, dans les bureaux de vote de toutes les communes, **de 10 à 12 heures**.

Pour les nouvelles communes fusionnées, le bureau de vote sera situé à Marin-Epagnier pour la commune de La Tène et à Môtiers pour la commune de Val-de-Travers.

Art. 3. – Les Conseils communaux désigneront les membres des bureaux électoraux et de dépouillement, les président-e-s et les vice-président-e-s. Ils communiqueront la composition de ces bureaux à la chancellerie d'Etat **jusqu'au mardi 14 avril 2009**, pour publication dans la Feuille officielle.

Art. 4. – Les électrices et électeurs ne peuvent exercer leur droit de vote que dans la commune de leur domicile politique.

Les électrices et électeurs sont inscrits dans la commune où ils ont leur domicile civil et où ils se sont annoncés à l'autorité.

Celle ou celui qui dépose dans une commune d'autres papiers (certificat de nationalité, papiers provisoires, etc.) que son acte d'origine n'acquiert le domicile politique qu'à la condition de prouver qu'elle ou il n'est pas inscrit au registre des électrices et électeurs du lieu où l'acte d'origine est déposé.

Peuvent se constituer un domicile politique qui ne correspond pas au domicile tel que le définit le droit civil:

- a) les personnes sous tutelle;
- b) les époux qui, avec l'accord de leur conjoint, parce que le juge le leur a ordonné ou que la loi les y autorise directement, résident, avec l'intention de s'y établir, ailleurs qu'au domicile du ménage commun;
- c) les partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale sur le partenariat, qui, avec l'accord de leur partenaire, parce que le juge le leur a ordonné ou que la loi les y autorise directement, résident, avec l'intention de s'y établir, ailleurs qu'au domicile du ménage commun;
- d) les personnes séjournant à leur lieu de travail durant la semaine, notamment les étudiants.

Art. 5. – Les électrices et électeurs peuvent également voter par correspondance au moyen du matériel qui leur est adressé personnellement par l'administration communale ou par Internet pour autant qu'ils soient parmi les 8000 premiers électrices et électeurs à avoir signé un contrat d'utilisation du Guichet unique.

Art. 6. – S'ils en font la demande au bureau électoral, les électrices et électeurs âgés, malades ou handicapés, peuvent exercer leur droit de vote à leur lieu de résidence, pour autant que celui-ci se trouve dans leur commune politique, **jusqu'au dimanche matin 17 mai 2009, à 11 heures**.

Les électrices et électeurs que des infirmités empêchent d'accomplir eux-mêmes les actes nécessaires à l'exercice de leur droit de vote, peuvent se faire assister, à leur domicile ou au local de vote, par deux membres au moins du bureau électoral.

B. VOTATION FÉDÉRALE

Art. 7. – Ont le droit de prendre part à la votation fédérale:

- a) les Suissesses et les Suisses, âgés de 18 ans révolus, domiciliés dans la commune, s'ils ne sont pas interdits pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit;

b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger, âgés de 18 ans révolus, lorsqu'ils en ont fait la demande à la commune, s'ils sont originaires de celle-ci ou s'ils y ont eu leur domicile, à moins qu'ils ne soient déjà enregistrés dans une autre commune suisse.

Les textes soumis à la votation et les explications du Conseil fédéral seront envoyés à chaque électrice et électeur.

C. VOTATION CANTONALE

Art. 8. – Ont le droit de prendre part à la votation cantonale:

- a) les Suissesses et les Suisses, âgés de 18 ans révolus, domiciliés dans la commune, s'ils ne sont pas interdits pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit;
- b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger, âgés de 18 ans révolus, lorsqu'ils en ont fait la demande à la commune, s'ils sont originaires de celle-ci ou s'ils y ont eu leur domicile, à moins qu'ils ne soient déjà enregistrés dans une autre commune suisse;
- c) les étrangères et les étrangers, âgés de 18 ans révolus, qui sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement et qui sont domiciliés dans le canton depuis au moins cinq ans.

Le texte soumis à la votation et les explications du Conseil d'Etat seront envoyés à chaque électrice et électeur.

Art. 9. – La chancellerie d'Etat et les Conseils communaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Neuchâtel, le 16 mars 2009.

Au nom du Conseil d'Etat:

Le président,
R. DEBÉLY

Le chancelier,
J.-M. REBER